



FACE À MACRON ET SES ACCENTS GUERRIERS, RÉARMONS NOS LUTTES !

Lors de son show télévisé la semaine dernière, Macron a fait assaut de blabla, d'autosatisfaction et d'appels du pied toujours plus francs à l'extrême droite. Il prétend combattre le Rassemblement national... en reprenant sa politique ! Pour un peu, il aurait entonné « Travail, Famille, Patrie », la devise du maréchal Pétain, à qui il avait d'ailleurs rendu hommage en novembre 2018...

22 Janvier 2024, Gustave Roussy

VERS L'EXTRÊME DROITE, TOUTE !

Son remaniement est à l'image de sa politique : un gouvernement de la bourgeoisie, par la bourgeoisie, pour la bourgeoisie. Non content d'avoir débauché la sarkozyste Rachida Dati pour le ministère de la Culture et la « républicaine » Catherine Vautrin, homophobe intégriste, pour le ministère du Travail et de la Santé, Macron a aussi bombardé ministre de l'Éducation Amélie Oudéa-Castéra, en plus du ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques. Une véritable championne dans sa catégorie, car elle a réussi à braquer d'entrée de jeu profs et parents d'élèves, en affichant avec fausse candeur tout son mépris social pour l'école publique, bonne pour les pauvres, même dans le 6e arrondissement de Paris...

RÉARMEMENT, RÉARMEMENT !

En dépit des bourdes les plus stupides et des casseroles judiciaires des uns ou des autres, ce nouveau gouvernement est bien plus qu'un simple ravalement de façade. Le discours guerrier de Macron et toute sa politique en témoignent. Pour le volet « travail », Pôle emploi devient France travail, et depuis le 1er janvier, le refus à deux reprises d'un CDI suite à un CDD ou à une mission d'intérim peut entraîner la suspension des indemnités de chômage. Pour contraindre à accepter n'importe quel emploi. Pour le volet « famille », Macron parle de « réarmement démographique », comme s'il pouvait disposer du corps des femmes et de leur choix d'avoir ou non des enfants ! Et il embraye sur le thème de la « patrie » : veut-il disposer de cette jeunesse comme de chair à canon, dans le cadre d'une prochaine guerre ? Son soutien sans faille à l'État d'Israël qui massacre à Gaza montre non

seulement que ça ne le gênerait pas, mais encore que c'est bien ce à quoi il voudrait nous préparer. Uniforme à l'école, apprentissage de la Marseillaise, réarmement civique et mise en place d'un service national universel : une chose est sûre, Macron veut mettre la jeunesse au pas.

« RETOUR À L'ORDRE », MAIS UN ORDRE SOCIAL À BOUSCULER !

Il défend l'ordre qui permet aux plus riches de faire leurs affaires en toute tranquillité... D'où les tentatives de diviser les travailleurs selon leurs origines, en allant fouiller les poubelles du RN pour introduire dans sa loi raciste Immigration la notion de « préférence nationale ». Reprendre la politique du RN permettrait de lui couper l'herbe sous le pied ? Plutôt de lui paver la voie ! Il n'y a évidemment rien à attendre de ce gouvernement. La politique annoncée par Macron est une déclaration de guerre aux classes populaires. Y compris cette loi Immigration, contre laquelle des manifestations nombreuses ont eu lieu le week-end dernier, qui va paupériser encore plus les travailleurs étrangers. Face à ce gouvernement des riches, la seule issue sera dans nos luttes. Coordonnons nos colères, face à un pouvoir qui n'est peut-être pas si sûr de sa force : dès que ça bouge du côté des travailleurs ou des agriculteurs, comme aujourd'hui en Europe, ressurgit le spectre des Gilets jaunes. Raison de plus pour que les travailleurs se fassent entendre : l'union nationale dont rêvent les riches et les gouvernants à leur solde, ils peuvent se la garder : nous n'avons pas les mêmes intérêts, nous ne sommes pas du même monde, ils nous le font assez sentir ! Défendons l'union du monde du travail et réarmons nos luttes !

LES MUTUELLES SE GAVENT SUR NOTRE DOS

Depuis début janvier, la mutuelle de GR a augmenté de 10%, prétextant une baisse des remboursements de l'Assurance maladie ainsi qu'une hausse des dépenses de santé des cotisants. Évidemment, cette augmentation n'est pas prise en charge par GR, c'est à nous de raquer. Le gouvernement s'est insurgé contre cette hausse qui est généralisée mais avoue ne pouvoir rien faire ; il faudrait "faire jouer la concurrence..." explique-t-il. Un conseil bien hypocrite quand on sait que cette augmentation a lieu pour toutes les mutuelles. Ce sont encore les salariés les plus en difficulté et sujets aux maladies professionnelles qui vont en pâtir..

LILLE : QUAND LES MAMANS ACCOUCHENT EN BELGIQUE

La maternité Jeanne-de-Flandre du CHRU de Lille est la plus grande de France métropolitaine avec plus de 5000 naissances par an. Mais depuis plusieurs semaines, par manque de personnel médical, les futures mamans sont transférées dans d'autres hôpitaux du coin mais aussi jusqu'à Charleroi, en Belgique. Jusqu'à présent, ces transferts avaient surtout lieu l'été, lorsqu'une partie du personnel était en congé, mais désormais ils sont quotidiens. « L'hôpital fonctionne à flux tendu, on paie les pots cassés d'une absence de politique volontariste en matière de moyens » a déclaré Matthieu Collart, secrétaire général de la CGT au CHU à France Bleu. Et ce n'est malheureusement pas le seul établissement hospitalier dans ce cas.

ATTAL ET VAUTRIN INTERPELLÉS AU CHU DE DIJON

Quelques heures après l'annonce du nouveau gouvernement, Attal et Vautrin, la nouvelle ministre du Travail et de la Santé, sont allés parader au CHU de Dijon. Ils se sont payés le luxe de mentir éhontément : « Nous allons continuer à investir massivement pour l'hôpital »... Mais personne n'est dupe, à chaque fois le budget annoncé est bien en dessous des besoins les plus élémentaires. Au final, que sont-ils venus défendre ? La régulation aux urgences pour faire le tri des patients à l'entrée, le retour des soignants retraités au boulot tellement les services sont exsangues... Bref, accentuer la pénurie de tout à l'hôpital. Les soignants ne s'y trompent pas qui les ont accueillis aux cris de « L'hôpital est en train de mourir ! ». Seules les grèves pourront le réanimer.

GRÈVE DES JUNIOR DOCTORS AU SERVICE NATIONAL DE SANTÉ BRITANNIQUE

L'année 2024 débute dans par l'annulation de

dizaines de milliers de rendez-vous chez le médecin du fait d'une grève lancée par les junior doctors, dont le statut est comparable à celui des internes. Cette grève de six jours fait suite à des mois de mobilisation des junior doctors qui réclament des augmentations de salaire de 35 % étalées sur plusieurs années. « Il est probable que plusieurs milliers de rendez-vous soient à nouveau annulés ou reprogrammés », indique le directeur médical de l'institution, Stephen Powis, auprès du Guardian. De notre côté, nous soutenons à 100% ces médecins grévistes qui font la démonstration que l'hôpital ne fonctionne pas sans salariés et sans respect des salariés : si les listes d'attente sont énormes, c'est avant tout parce qu'il n'y a pas assez de médecins et que les salaires ne sont pas suffisants !

AVEC CATHERINE VAUTRIN, LA « MANIF POUR TOUS » ENTRE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Catherine Vautrin, proche de Sarkozy et ministre sous Chirac, a été nommée ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités. Ultra-conservatrice, elle a manifesté et voté à l'époque contre le mariage homosexuel. Elle s'est aussi mobilisée, en 2017, contre une loi protégeant l'accès à l'avortement. Bref un florilège de positions réactionnaires, qui viennent s'ajouter à la politique d'austérité menée contre l'hôpital public depuis des années. Elle sera assistée par une ministre tout spécialement « déléguée à la Santé », Agnès Pannier-Runacher, pourvue d'un CV tout aussi prometteur : ses faits d'armes dans la santé, c'est d'avoir travaillé à la direction de l'AP-HP pour mettre en place le « plan hôpital 2007 », l'un de ces plans réguliers qui orchestrent fermetures d'unités, suppressions d'emplois, et réductions des RTT.

GAZA : UN « SEUIL MORAL » EXTRÊMEMENT ÉLASTIQUE

Le gouvernement s'est refusé à soutenir les accusations de génocide contre le peuple palestinien à Gaza, portées par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de justice. « Accuser l'État juif de génocide, c'est franchir un seuil moral. On ne peut exploiter la notion de génocide à des fins politiques », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, lors des questions au gouvernement de l'Assemblée nationale. Par contre, Séjourné ne s'est pas étendu sur le « seuil moral » qui permet à Paris de justifier le massacre de près de 25 000 civils gazaouis par l'armée israélienne, ni sur la notion de « droit de se défendre » accordée sans sourciller à l'État sioniste pour justifier sa répression féroce contre les Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem qui dure depuis des décennies.